

[Texte]

without requiring Canadian government authorization. This appears to us to have been confirmed by the Cuban missile crisis. It really became clear that the United States would not let concern for the sensibilities of an ally stand in the way of carrying out its immediate wishes.

It seems to us there is no present risk to Canada that could justify such a surrender of our sovereignty. This is especially true, of course, in the confused situation that Mr. Dixon and I have mentioned with the dissolution of the bloc structure and the real possibility that situations may arise where our interests are not so clearly coinciding with those in the United States. One has only to think of relationship with Latin America and so on. The point is that the surrender of sovereignty that appears to be implied is totally unjustified.

The topic we have mostly talked about in connection with NORAD is the surveillance edge, but this is a somewhat two-edged sword, as has already been mentioned, and I want to consider the two edges separately. One of them is that there is an increasing perception here and elsewhere in the world that there is an association of NORAD with the activities connected with the American nuclear war fighting strategy. This has to do with SDI and ADI and our participation in the Strategic Defence Architecture 2000 discussions and so on.

The perception is that we are sliding through NORAD into complicity with a certain class of United States plans that are dangerous, and to the extent that this perception is true, it is no longer true to say that NORAD is purely defensive, as was said earlier. One would like it to be purely defensive, but we fear that to the extent there is any truth in these perceptions, it is no longer that. The combination of anti-missile defence, anti-air-breathing weapon defence and modern accurate counterforce missiles is seriously destabilizing because it raises fears of first strike options in others.

People ask, why does the U.S.S.R. still have weapons if peace has come? Of course, the same question could be asked, why does the U.S. still have weapons too? The answer is because everyone is scared, and they are scared because of destabilizing things like this. Developments along those lines seem to be totally destructive to us and are associated with intimidation rather than reassurance. Therefore we believe Canada should have nothing to do with them. We should eschew them, and publically, as Ernie Regehr suggests.

The other aspect, the good edge of the sword, is that surveillance itself can build confidence because it can support deterrence. It can give people the reassurance that they know what is happening, and it has, indeed, increased our security over the years because we have had these warning systems. It can go on doing that, but if the surveillance facilities are really to be truly confidence-building in the world, they must not be associated with only a particular single function like

[Traduction]

bien l'accord, on constate que nos forces militaires risquent d'être mobilisées et lancées en guerre sans que le gouvernement canadien ait même été tenu de donner son autorisation. Cela nous semble avoir été confirmé par la crise des missiles cubains. Il était clair alors que les États-Unis ne laisseraient pas les préoccupations d'un allié barrer la route à leurs désirs immédiats.

Nous ne voyons pas quelle menace actuelle encourt le Canada qui pourrait justifier un tel abandon de notre souveraineté. Cela vaut particulièrement, bien sûr, dans la situation troublée que M. Dickson et moi-même avons évoquée et qui résulte de la dissolution des deux blocs et de la possibilité réelle de voir apparaître de nouvelles situations dans lesquelles nos intérêts ne rejoindront pas aussi clairement ceux des États-Unis. Il suffit de penser, dans ce contexte, à nos relations avec l'Amérique latine. Ce que je veux dire, c'est que l'abandon de souveraineté qui semble implicite à l'accord est totalement injustifié.

La chose dont on parle le plus au sujet du NORAD est la surveillance de l'espace aérien, mais il s'agit là d'une sorte d'épée à deux tranchants, que je souhaite examiner à tour de rôle. Le premier est que l'on semble être de plus en plus convaincus, aussi bien ici qu'à l'étranger, qu'il existe un lien entre NORAD et les activités découlant de la stratégie nucléaire américaine. Je veux parler ici, entre autres, de l'IDS, de l'IDA et de notre participation à l'architecture de défense stratégique de l'an 2000.

On a ainsi l'impression que le Canada glisse peu à peu, par le truchement du NORAD, dans une relation de complicité avec une certaine catégorie de projets dangereux des États-Unis. Si cette impression est justifiée, on ne peut plus prétendre que le NORAD est purement et simplement un accord de défense. Certes, chacun souhaiterait qu'il le restât, mais nous craignons que ce n'est plus le cas aujourd'hui. La conjugaison de la défense anti-missiles, de la défense contre les lanceurs aérobalistiques et des missiles anti-forces modernes et précis a un effet profondément destabilisateur car elle peut faire craindre que les autres n'aient recours aux options de première attaque.

Certains demandent pourquoi l'URSS a toujours des armements si elle accepte la paix. Outre le fait qu'on peut fort bien renvoyer la question aux États-Unis, la réponse réside dans le fait que tout le monde a encore peur, et si tout le monde a encore peur, c'est à cause d'éléments destabilisateurs comme celui-là. Des décisions de cette nature nous paraissent purement destructives et propices à intimider plutôt qu'à rassurer. Voilà pourquoi nous sommes convaincus que le Canada devrait rester complètement à l'écart. Nous devrions nous retirer de tout cela, et le faire publiquement comme le recommande Ernie Regehr.

L'autre tranchant de l'épée, le bon, c'est que la surveillance peut contribuer à la confiance car elle favorise la dissuasion. Elle donne aux gens l'assurance qu'ils savent ce qu'il se passe. De fait, nous avons constaté au cours des années que l'existence des systèmes d'alerte a accru notre sentiment de sécurité. On peut donc accepter de préserver les équipements de surveillance mais, si on veut qu'ils contribuent vraiment à accroître la confiance internationale,